

revenu réel en 1978 baisserait de \$30 par semaine. Tel sera le résultat du programme gouvernemental. Les salariés se retrouvent sans aucun moyen de défense.

Le gouvernement dit aux hommes et aux femmes, aux employés de banque, aux vendeurs de magasin, aux travailleurs non syndiqués des provinces atlantiques du Canada: Tout ce que vous pourrez obtenir est une augmentation de 6 p. 100, mais l'inflation va continuer de sévir sans frein. Voilà le genre de programme de contrôle que le parti néo-démocrate n'admet pas. Il est grand temps d'y mettre fin carrément. Il est temps d'instituer un programme démontrant que l'État s'engage à assurer une saine gestion économique nationale, un programme qui prévoirait des objectifs en matière d'emploi ainsi que des buts pratiques en vue de contenir la hausse des prix.

Au cours des prochains mois, alors que nous nous attendons tous à des élections, de concert avec d'autres membres de mon parti, je présenterai des propositions détaillées qui, nous l'estimons, renforceront non seulement l'économie de notre pays mais permettront également d'instaurer une plus grande justice sociale.

Des voix: Bravo!

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de pouvoir prendre la parole dans le cadre du débat sur le bill C-18. La Commission de lutte contre l'inflation est l'une des principales responsables de nos problèmes économiques, y compris du nombre record de chômeurs; c'est l'une des principales raisons de la fuite des capitaux d'affaires et d'investissement vers les États-Unis et l'une des raisons pour lesquelles le Canada n'attire plus les investisseurs.

Il est inutile de nourrir des illusions. Les capitaux d'investissement et l'extension des affaires sont les deux choses les plus importantes dont un pays a besoin s'il veut prospérer, et tant que le climat politique n'aura pas changé, l'exode massif des capitaux et des affaires se poursuivra. Non seulement la CLI a causé de graves problèmes tout au long de son existence, mais nous nous heurtons maintenant à de nouveaux problèmes alors que l'on essaie de lever les contrôles. Je fais allusion à un rapport en provenance de Québec où les ministres du Travail sont réunis pour débattre cet aspect de la question. En voici un extrait:

Lundi, à l'issue du premier jour d'une conférence fédérale-provinciale des ministres du Travail, aucun consensus ne s'est fait à propos de l'institution d'une agence de surveillance proposée par le gouvernement fédéral pour remplacer le contrôle des prix et des salaires.

Quatre des dix ministres provinciaux qui ont pu être interrogés ont été unanimes à dire qu'ils n'ont remarqué, lors de la réunion, aucun indice du consensus que recherchait le ministre fédéral du Travail, M. John Munro.

Il est donc clair que nous vivons des temps difficiles parce que nos ministres provinciaux du travail ne sont pas satisfaits du programme du gouvernement.

J'ai parlé plus tôt des nombreuses entreprises et des capitaux considérables qui fuient le Canada pour échapper au mauvais climat politique qu'a créé le gouvernement actuel à Ottawa, situation que les politiques du gouvernement Lévesque à Québec aggrave. Lévesque chasse les entreprises du Québec et le gouvernement libéral à Ottawa, lui chasse les entreprises du Canada. C'est une belle combinaison, une belle perspective pour la réunification de notre pays.

On estime qu'il y a actuellement 140 entreprises de fabrication ou de distribution canadiennes ayant des débouchés dans l'État de New York. En 1976, 44 compagnies ont déménagé

Loi anti-inflation

pour l'État de New York où y ont agrandi leurs installations. De ce nombre, 25 provenaient de l'Ontario et 18 du Québec et elles ont amené avec elles 28.6 millions de dollars d'investissement et créé 1,330 nouveaux emplois aux États-Unis.

Les États du Nord-Est, avec l'appui du gouvernement américain, profitent pleinement de l'incertitude chez les hommes d'affaires et investisseurs canadiens qui n'ont plus confiance dans les perspectives que leur offrent au Canada les politiques du gouvernement actuel, et ils les aident ouvertement à déménager aux États-Unis. Les villes américaines le long de la frontière canadienne assaillent l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique de campagnes de promotion visant à attirer les Canadiens de l'autre côté de la frontière.

L'exode massif d'entreprises et de capitaux aggrave beaucoup le chômage canadien. J'en ai souvent parlé avec le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Chrétien), mais ils n'ont absolument aucun plan pour garder les investisseurs au pays. A l'heure actuelle, plus de 400,000 étudiants sortent tous les ans des écoles et universités au Canada et seulement 225,000 nouveaux emplois sont créés. Le chômage coûte déjà aux Canadiens plus de 8 milliards de dollars par année et, en l'absence de programmes convenables du gouvernement, le chiffre augmentera probablement encore davantage. Dans de telles circonstances, le gouvernement a cherché à se rabattre sur des projets de mini-travaux à court terme qui ont été inefficaces.

Notre parti réclame depuis longtemps des réductions d'impôt. Il faut dire qu'on accordera une déduction fiscale minime ce mois-ci, mais ce n'est certes pas suffisant pour redresser la situation et j'espère que le bill sur les nouveaux stimulants fiscaux que le ministre vient de présenter rendra le capital de risque plus accessible aux petites et aux moyennes entreprises, surtout pour assurer l'essor du secteur secondaire. Rien à l'heure actuelle, n'encourage les investisseurs canadiens à placer leur argent dans les industries secondaires au Canada. J'espère que le ministre en a tenu compte dans le bill qu'il vient de présenter.

J'aimerais maintenant fournir un autre exemple du manque de confiance des investisseurs dans l'économie canadienne. La société Olympia and York Developments Limited de Toronto a déboursé 350 millions de dollars il y a quelques semaines pour acheter neuf gratte-ciel à New-York, devenant ainsi, du jour au lendemain, le plus grand investisseur canadien dans l'immobilier aux États-Unis. En 1976, les Canadiens ont investi 5.9 milliards de dollars dans des compagnies américaines, une augmentation de 500 millions de dollars par rapport à l'année précédente. A la vérité, ce sont les Canadiens qui investissent le plus aux États-Unis, à l'heure actuelle, car leurs fonds représentent 10 p. 100 de tous les investissements étrangers dans ce pays. Tout cela est fort décourageant.

Presque toutes les revues qui nous tombent sous la main parlent de cet état de chose déplorable. Un article de ce genre a paru dans *Forbes*, avec le titre: «L'investissement étranger aux États-Unis augmente... mais lentement». Il augmente lentement mais sûrement grâce aux investissements payés en dollars canadiens. L'année dernière, 2.5 milliards de dollars de placements immobiliers sont allés aux États-Unis.